



**PRÉFET  
DE L'AIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Bourg-en-Bresse, le 30 novembre 2020

Affaire suivie par : Jérémy VERGER

DREAL – UD Ain – Subdivision 4

Tél. : 04 74 45 67 87

Courriel : jeremy.verger@developpement-durable.gouv.fr

Référence : 2020-RAP-S4-248-JV

**MBF PLASTIQUES**

à

**OYONNAX**

-----

**Rapport proposant une décision  
sur une demande d'autorisation environnementale**

**Adresse de l'établissement**

165 rue des Chérolles – 01 100 OYONNAX

**Adresse du siège social**

68 rue de Castellion – 01 100 OYONNAX

**Code S3IC**

32-3043

**Activités principales**

Transformation de polymères et application de vernis

**Régime**

Autorisation

**Priorité**

Établissement prioritaire régional : PR

## **I – Présentation de l'établissement et de la procédure d'instruction de la demande**

La société MBF PLASTIQUES, appartenant au groupe APTAR, exploite dans le bassin d'Oyonnax cinq sites industriels de transformation de polymères et d'application de vernis.  
Ses clients sont notamment des entreprises du secteur de la cosmétique.

Dans un souci de rationalisation de son outil de production, l'exploitant souhaite regrouper l'ensemble de ses activités sur un seul site sis sur le territoire de la commune d'Oyonnax.

Dans cet objectif, la société MBF PLASTIQUES a déposé le 27 janvier 2020, en préfecture de l'Ain, un dossier de demande d'autorisation environnementale.

Ce dossier a fait l'objet d'une demande de compléments le 09 mars 2020.

Un dossier complété a été déposé par l'exploitant le 12 juin 2020.

Dans son rapport du 16 juin 2020, l'inspection des installations classées a indiqué qu'elle n'avait pas, au stade de la phase d'examen, identifié de motif de rejet de la demande et a proposé d'engager la phase d'enquête publique.

Le projet a fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 21 septembre au 23 octobre 2020.

Le commissaire enquêteur a rendu ses conclusions le 22 novembre 2020 ; ces dernières, ainsi que la note de présentation non technique de la demande ont été transmises par madame la préfète au pétitionnaire (le 23 novembre 2020) et aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (le 26 novembre 2020).

Conformément à l'article R181-41 du code de l'environnement, la préfète doit statuer sur la demande sous un délai de 3 mois<sup>1</sup> à compter du jour de l'envoi du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, soit avant le 23 février 2020.

Le présent rapport a pour objet de proposer à madame la préfète de l'Ain de rendre une décision favorable à la demande d'autorisation environnementale sollicitée, comprenant :

- une autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;
- une dérogation à la destruction d'espèces protégées.

## **II – Présentation de la demande**

### **1) Le demandeur**

Raison sociale : MBF PLASTIQUES  
Adresse du siège social: 68 rue de Castellion – 01 100 OYONNAX  
Adresse de l'établissement : 165 rue des Chérolles – 01 100 OYONNAX  
SIRET : 761 200 633 000 11  
Responsable du dossier : Monsieur Matthieu HERBERT, Directeur des Opérations

### **2) Le site d'implantation**

Le projet se situe en zone mixte industrielle/habitations à Oyonnax sur un tènement de 7 hectares environ.

La zone d'habitation la plus proche est située à environ 15 mètres de l'entrée du site.

Les habitations les plus proches seront à environ 25 mètres du bâtiment et 50 mètres des ateliers de production.

### **3) Présentation des installations**

Le projet est implanté au droit d'un site industriel (entrepôt) qui sera déconstruit pour accueillir les installations.

Le tènement concerné a une surface de 7,3 hectares, et comporte du fait de la topographie du site une zone « basse » et une zone « haute ».

La zone d'habitation la plus proche est située à proximité immédiate de l'entrée du site (zone « basse ») ; zone qui sera dédiée au parking VL de l'usine.

<sup>1</sup>Le délai réglementaire de la décision est de 2 mois lorsque le CODERST n'est pas consulté, et 3 mois lorsque le CODERST est consulté.

L'usine de production sera implantée en zone « haute » du tènement et sera constituée d'un seul bâtiment d'environ 25 000 m<sup>2</sup> abritant les différents procédés mis en œuvre, ainsi que le stockage de matières premières et produits semis-finis (le stockage de produits finis étant externalisé).

Les procédés mis en œuvre seront les suivants :

- transformation de polymères (1) ;
- métallisation des produits semis-finis (2) ;
- vernissage des produits semis-finis (3).

La fabrication (1) utilise comme matière des polymères (polypropylène, etc.) sous forme de granulés, introduits dans des presses à injecter.

La fabrication (2) met en œuvre des cloches de métallisation (par aluminium) sous vide.

La fabrication (3) met en œuvre des vernis et diluants solvantés.

#### 4) Classement au titre de la nomenclature des installations classées (ICPE) et de la loi sur l'eau (IOTA)

Les installations sont visées par les rubriques de la nomenclature des installations classées listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime
3670.2	Traitement de surface de matières, objets ou produits à l'aide de solvants organiques	350 t/an	A
2661.1.b	Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression	Injection de pièces plastiques : 29 t/j	E
2662.2	Stockage de polymères (matières premières)	Stockage de polymères (matières premières) : 1 035 m <sup>3</sup>	E
1510.3	Entrepôts couverts	Volume : 46 900 m <sup>3</sup>	DC
1978-8	Utilisation de solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) – Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles	350 t/an	D
2563.2	Nettoyage-dégraissage de surface par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse	Machines de dégraissage à la soude : 520 litres	DC
2564.1.c	Nettoyage, dégraissage de surface par des procédés utilisant des solvants organiques	Bain de dégraissage : 300 litres	DC
2565.3	Revêtement métallique en phase gazeuse	Métallisation (aluminium) sous vide	DC
2663.2.c	Stockage de polymères (produits semi-finis)	Stockage de produits semis-finis et consommables : 6 600 m <sup>3</sup>	D
2910.A.2	Installation de combustion	Chaudière gaz 1,8 MW	DC

A : Autorisation ; E : Enregistrement ; DC : Déclaration avec contrôle ; D : Déclaration

Les installations projetées relèvent du régime de déclaration IOTA mentionnées au I de l'article L214-3 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	4 ouvrages pour le réseau de surveillance des eaux souterraines	D
2.1.5.0	Rejets d'eaux pluviales	Surface drainée de 3,5 Ha	D

D : Déclaration

Le projet est également soumis à examen au cas par cas au titre du 39° du tableau de l'article R122-2 du code de l'environnement, compte tenu de la surface de plancher du bâtiment.

L'exploitant a fait le choix de considérer que la demande de permis de construire est soumise à évaluation environnementale.

### 5) Compatibilité aux documents d'urbanisme

L'établissement projeté par la société MBF PLASTIQUES est implanté en zone UXa du PLUiH au sein de laquelle les ICPE sont autorisées.

## **III – La consultation et l'enquête publique**

### **1) L'autorité environnementale**

L'autorité environnementale a été saisie le 17 juin 2020 sur la base de la version complétée du dossier.

L'autorité environnementale a émis un avis le 13 août 2020 sur l'étude d'impact jointe au dossier, concluant à l'identification correcte des enjeux environnementaux, tout en émettant un certain nombre de recommandations et en formulant un certain nombre de remarques.

L'exploitant a produit un mémoire en réponse à cet avis. Ce mémoire a été joint au dossier soumis à enquête publique.

### **2) Le Conseil Supérieur Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN)**

Le CSRPN a émis un avis favorable le 09 juillet 2020 sur la demande de dérogation de destruction d'espèces protégées, assorti de 3 remarques.

Ces remarques ont fait l'objet d'un mémoire en réponse de la part de l'exploitant.

### **3) Les avis des services**

L'ensemble des services ont été consultés le 27 janvier 2020 sur la version initiale du dossier et, le cas échéant, sur la version complétée remise le 12 juin 2020 (ARS et service EHN de la DREAL).

**Le service départemental d'incendie et de secours** émet un avis favorable à la demande, et édicte un certain nombre de recommandations :

- garantir l'accès au site via 2 accès ;
- réaliser une étude ATEX dès la mise en exploitation du site ;
- mettre en place une réserve d'eau incendie de 120 m<sup>3</sup> en secours (en plus du volume de 330 m<sup>3</sup>/h calculé en application de la règle D9) ;
- tenir à disposition du SDIS un état des stocks des produits dangereux présents dans les installations et les FDS correspondantes ;
- apposer à l'entrée des bâtiments un plan schématique des installations.

L'unité territoriale de l'Ain de la DIRECCTE émet un certain nombre de préconisations et rappels en matière de santé au travail.

La Délégation territoriale de l'Agence régionale de santé émet les remarques suivantes sur le dossier :

- une analyse des rejets de Composés Organiques Volatils des installations devra être réalisée à la mise en service des installations, et l'Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires mise à jour sur la base des résultats obtenus ;
- en cas de dysfonctionnement de l'oxydateur thermique, la production devra être arrêtée ;
- l'exploitant devra s'assurer du bon positionnement et de la compatibilité de l'écran anti-bruit prévu avec les groupes froids.

La Direction Départementale des Territoires ne sollicite pas de complément au dossier.

Le Service EHN de la DREAL estime que la demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées est recevable.

#### 4) Les avis des collectivités territoriales

Le dossier a été transmis pour avis aux collectivités suivantes : communes de **Oyonnax, Bellignat, Geovreisset, Samognat et Arbent**.

La commune d'OYONNAX a émis un **avis favorable** dans sa délibération du 28 septembre 2020.

La commune de BELLIGNAT a émis un **avis favorable** dans sa délibération du 24 septembre 2020.

La commune de GEOVREISSET a émis un **avis favorable** dans sa délibération du 05 octobre 2020.

La commune de SAMOGNAT a émis un **avis favorable, assorti d'une réserve concernant l'augmentation du trafic sur la RD 13 qui sera générée par le projet**, dans sa délibération du 09 octobre 2020.

La commune d'ARBENT n'a pas émis d'avis.

#### 5) L'enquête publique

L'enquête publique conjointe portant sur le dossier de demande d'autorisation environnementale et la demande de permis de construire s'est déroulée du 21 septembre au 23 octobre 2020 inclus.

Une dizaine de contributions, notamment de riverains du site projeté, ont été couchées sur le registre d'enquête.

Le public a fait part d'un certain nombre d'observations portant principalement sur la crainte de nuisances liées à l'augmentation du trafic au droit de la RD13 par les mouvements de véhicules du personnel, sur le bruit et la pollution générés par le fonctionnement des installations, ainsi que sur la dépréciation de la valeur de leurs habitations.

Une contribution a également pointé les nuisances environnementales générées par l'exploitation de l'usine d'application vernis actuellement exploitée par le groupe APTAR à Groissiat, dont l'activité à vocation à être transférée au sein de la future usine.

Le commissaire enquêteur a, dans sa conclusion du 22 novembre 2020, rendu un **avis favorable** assorti des recommandations suivantes concernant la gestion du trafic supplémentaire sur la RD13 induit par le projet :

- modulation des horaires de travail par rapport aux trafics existants ;
- favorisation du télétravail ;
- incitation à l'utilisation des transports en commun et au covoiturage ;
- participation au financement de la pratique du vélo ;
- permettre la possibilité de déjeuner sur place pour éviter les mouvements pendulaires méridiens.

Les éléments détaillés dans la suite du présent rapport, notamment les prescriptions techniques proposées pour encadrer le fonctionnement des installations, paraissent de nature à répondre aux contributions et observations exprimées lors de l'enquête publique.

## **IV – Analyse du dossier par l’inspection des installations classées**

Le présent rapport n’a pas pour objet d’établir un résumé des études d’impacts et de dangers, il a uniquement pour objet d’établir l’examen desdites études. La suite du présent chapitre, aborde les principaux enjeux de l’établissement et précise le cas échéant les prescriptions proposées dans le projet d’arrêté préfectoral, visant à maîtriser les risques chroniques et accidentels induits par son exploitation.

Il s’attache également à étudier la conformité du projet à certaines dispositions réglementaires spécifiques aux installations projetées.

### **1) Rejets atmosphériques**

Le principal enjeu en matière de rejets atmosphériques est lié aux émissions de Composés Organiques Volatils (COV) générées par la mise en œuvre de solvants organiques dans le procédé d’application de vernis, dont la consommation est estimée à 350 tonnes par an.

Les COV sont principalement émis lors du vernissage des pièces. Les rejets issus de cette opération seront canalisés et dirigés vers un dispositif de traitement par oxydation thermique.

Ce type de traitement est considéré comme faisant partie des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) pour le traitement des COV.

Au vu des performances attendues de l’oxydateur thermique, l’étude d’impact évalue les émissions annuelles de COV (canalisées et diffuses) à environ 40 tonnes.

Bien que ce flux annuel prévisionnel soit inférieur au seuil de 50 tonnes par an au-delà duquel des mesures de réduction des émissions en cas de pics de pollution sont imposées en région Auvergne-Rhône-Alpes, le dossier présente des mesures de réduction de l’activité d’application de vernis en cas d’épisode d’alerte « ozone » dans l’hypothèse où le seuil d’émission de 50 tonnes serait atteint.

Dans le cadre de l’instruction du dossier, il a été demandé à l’exploitant des mesures de réduction plus ambitieuses que celles initialement proposées. Aussi, le projet d’arrêté préfectoral prescrit, en particulier :

- le traitement des rejets atmosphériques des lignes d’application de vernis par un oxydateur thermique ;
- une durée maximale d’indisponibilité de l’oxydateur thermique (fixée à 2 heures) au-delà de laquelle les lignes d’application de vernis devront être arrêtées ;
- la supervision et l’enregistrement en continu d’un certain nombre de paramètres de fonctionnement des lignes d’application de vernis et de l’oxydateur thermique ;
- la réalisation de contrôles semestriels des rejets de l’oxydateur thermique ;
- la transmission annuelle à l’inspection d’un plan de gestion des solvants ;
- des mesures de réduction des émissions en cas d’épisode de pic de pollution à l’ozone, si les émissions annuelles de COV dépassent le seuil de 50 tonnes.

### **2) Nuisances olfactives**

Les émissions de COV sont susceptibles de conduire à des nuisances olfactives pour les riverains, en particulier en cas de dysfonctionnement ou d’arrêt de l’oxydateur thermique.

Une modélisation de dispersion des émissions de COV a été réalisée, et montre que les centiles 98 des concentrations des composés rejetés dans la zone d’étude seront inférieures aux seuils olfactifs.

La durée annuelle de dépassement de ces seuils olfactifs peut donc être estimée, au maximum, à 2 % du temps, soit 175 heures par an.

En réponse à la remarque couchée sur le registre d’enquête publique concernant les nuisances olfactives de l’usine actuellement exploitée à Groissiat, l’inspection des installations classées souligne que la conception de la nouvelle usine doit permettre de limiter significativement le type de dysfonctionnements à l’origine des nuisances constatées autour l’usine de Groissiat.

Afin de prévenir les nuisances olfactives, le projet d’arrêté préfectoral prescrit, en particulier, une limite de concentration d’odeur hors-site imputable à l’installation et, conformément aux textes nationaux, une durée annuelle maximale de dépassement de cette concentration.

➤

### 3) Risques sanitaires

Une évaluation qualitative des risques sanitaires (EQRS) a été menée.

Les principaux vecteurs de risques retenus par le pétitionnaire sont les émissions atmosphériques du site, et notamment les rejets de COV générés par l'utilisation de solvants dans le procédé.

Les flux annuels de COV utilisés dans l'EQRS prennent en compte d'éventuelles périodes de rejets sans traitement par l'oxydateur (pannes, maintenance).

Ces flux sont majorants au regard des hypothèses prises en compte pour l'élaboration du Plan de Gestion de Solvants prévisionnel.

Il ressort de cette étude que les émissions de COV ne conduiront pas à dépasser les seuils des effets sanitaires inacceptables dans la zone d'étude.

Il est cependant à noter que le niveau d'Excès de Risque Individuel (ERI), pour les émissions de substances dites « à effet sans seuil » est estimé à  $4,9.10^{-6}$ , proche du seuil d'acceptabilité du risque sanitaire fixé à  $1.10^{-5}$ .

Cet ERI est majoritairement lié aux rejets d'éthylbenzène, présent dans certains vernis mis en œuvre.

Il est à noter que du benzène a été mesuré lors d'une campagne d'analyse des rejets de l'oxydateur thermique du site de Groissiat ; cette substance n'est pas présente dans les vernis et solvants utilisés et n'est d'ailleurs pas mise en évidence dans les effluents en amont de l'oxydateur.

Afin de prévenir les risques sanitaires induits par les installations projetées, le projet d'arrêté préfectoral prescrit, en particulier :

- une limite d'émission de flux horaire des COV spécifiques éthylbenzène et benzène concourant aux effets sans seuil (basée sur les hypothèses prises en compte dans l'EQRS) ;
- la recherche de substances de substitution à l'éthylbenzène dans les vernis utilisés ;
- un nombre maximal d'heures de production des installations d'application de vernis sans traitement des rejets par l'oxydateur (basée sur les engagements de l'exploitant, plus contraignants que les hypothèses prises en compte dans l'EQRS).

### 4) Bruit et trafic routier

Les principales sources d'émissions sonores du site, précisées ci-après, seront implantées à l'extérieur du bâtiment :

- les groupes froids ;
- l'oxydateur thermique.

L'étude d'impact fait état de la réalisation d'une campagne de mesure de bruit aux abords du site, en particulier au droit des zones d'habitation les plus proches, qui constituent des Zones à Émergence Réglementée (ZER).

Cette campagne permet de connaître le niveau de bruit dit « résiduel » de la zone.

Une modélisation des niveaux sonores tenant compte des caractéristiques et de localisation des sources sonores de l'usine a été réalisée.

Elle met en évidence un dépassement de la valeur d'émergence admissible par la réglementation au droit de l'une des zones d'habitation en période nocturne, dont l'origine a été identifiée comme provenant :

- du groupe froid extérieur ;
- de l'oxydateur thermique.

Le pétitionnaire s'engage à installer un écran acoustique au droit des matériels précités afin de garantir le respect des valeurs d'émergence réglementaires.

Le trafic routier induit par l'activité est estimé à environ 10 poids-lourds et 400 véhicules légers par jour.

Ce trafic représentera environ 4 % du trafic total des infrastructures routières desservant la zone (RD13 et A404).

En réponse aux observations couchées sur le registre d'enquête publique concernant la circulation sur la RD13, l'inspection précise que des discussions sont en cours entre les collectivités territoriales et le pétitionnaire pour la réalisation d'aménagements de voiries permettant d'éviter l'engorgement de véhicules aux horaires d'entrée et de sortie de la nouvelle usine.

Il est à noter que la prise en compte des recommandations du commissaire-enquêteur en la matière (modulation des horaires de travail, favorisation du télétravail, incitation à l'utilisation des transports en commun et au covoiturage, participation au financement de la pratique du vélo, ...) sera de la responsabilité du pétitionnaire et ne peuvent lui être imposées par voie réglementaire au travers de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale.

Pour prévenir les nuisances sonores, le projet d'arrêté préfectoral prescrit, en particulier :

- des valeurs limites de niveaux sonores en limite de propriété et d'émergence en ZER ;
- la mise en œuvre d'un écran acoustique efficace au droit de l'oxydateur thermique et des groupes froids.

## **5) Risques de pollution des sols, des eaux de surface et souterraines**

Les rejets d'eaux résiduelles industrielles seront constitués par :

- les eaux de lavage des sols ;
- les condensats de compresseurs ;
- les purges des circuits de refroidissement.

Ces effluents liquides seront rejetés au réseau d'eaux usées communal, après prétraitement si nécessaire.

Les eaux pluviales de toiture et de voirie VL seront infiltrées sur site via 2 bassins d'infiltration équipés d'une surverse avec limiteur de débit dans le réseau d'eaux pluviales communal.

Les eaux pluviales des voiries PL seront collectées et prétraitées par un séparateur d'hydrocarbures, transiteront par un bassin d'orage étanche, avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales communal.

Le bassin d'orage est dimensionné pour recueillir les eaux d'extinction d'un incendie de l'usine ; il sera équipé à l'aval d'une vanne de barrage.

Pour prévenir le risque de pollution des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines, le projet d'arrêté préfectoral prescrit, en particulier :

- le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie ;
- des analyses régulières de la qualité des effluents liquides rejetés.

## **6) Biodiversité**

L'étude faune-flore jointe à l'étude d'impact met en évidence la présence d'espèces remarquables, et notamment de plusieurs pieds d'une plante protégée (Thésium à feuilles de lin) au droit de l'emprise du futur bâtiment et des zones de voiries.

L'étude d'impact a détaillé et argumenté la séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC) appliquée cette situation.

Elle conclut à l'impossibilité d'éviter la destruction des pieds de Thésium et propose des mesures de réduction et de compensation pertinentes, telles que :

- le transfert des pieds de Thésium sur une autre zone du site comme mesure de réduction ;
- la mise en œuvre d'une convention de gestion de parcelles favorables à cette espèce, sur le territoire de la commune de Corveissiat (01) comme mesure de compensation.

La demande de dérogation de destruction d'espèces protégées a fait l'objet d'un avis favorable du CSRPN.

Afin d'éviter, réduire et compenser l'impact du projet sur la biodiversité, le projet d'arrêté préfectoral prescrit, en particulier :

- la mise en œuvre de mesures de réduction visant à favoriser le maintien de la biodiversité sur site ;
- la mise en œuvre de mesures de compensation concernant le Thésium à feuilles de lin, via un plan de gestion sur des parcelles identifiées comme favorables à cette plante sur le territoire de la commune de Corveissiat. Ce plan a fait l'objet d'une convention quadripartite signée le 13 novembre 2020 entre MBF PLASTIQUES, l'agriculteur exploitant les parcelles concernées, la commune de Corveissiat et la Communauté d'Agglomération de Bourg-en-Bresse.



## 7) Risques Technologiques

Les scénarios d'accidents identifiés dans l'étude de dangers comme susceptibles d'avoir des effets à l'extérieur du site sont détaillés ci-après ; ils ont fait l'objet de modalisation d'incendie :

- scénario 1 : incendie de polymères (matières premières) ;
- scénario 2 : incendie de polymères (produits semis-finis) ;
- scénario 3 : incendie du local de stockage de liquides inflammables ;
- scénario 4 : incendie des palettes bois ;
- scénario 5 : incendie du parc « déchets ».

Afin de réduire la probabilité et gravité de ces scénarios, un certain nombre de mesures de maîtrise du risque et de moyens de lutte contre l'incendie seront mises en œuvre, en particulier :

- le recoupement des différentes zones et ateliers de l'usine par des murs coupe-feu de degré adaptés aux durées d'incendie modélisées ;
- l'implantation de murs extérieurs coupe-feu au droit de certaines zones de l'usine ;
- le sprinklage de l'usine ;
- la couverture de l'usine par un réseau de 9 poteaux incendie complétée par une réserve de 300 m<sup>3</sup> garantissant une Défense Extérieure Contre l'Incendie conforme à la règle D9.

Le dimensionnement et les caractéristiques des équipements assurant la DECI du site ont fait l'objet d'échanges avec le SDIS, qui a validé les propositions du pétitionnaire par courriel du 16 novembre 2020.

Les modélisations d'incendie des scénarios 1, 3, 4 et 5 montrent que les seuils des effets thermiques irréversibles (3 kW/m<sup>2</sup>) ne sortent pas des limites de propriété du site.

Les modélisations d'incendie et de dispersion des fumées du scénario n°2 montrent que :

- le seuil des effets thermiques irréversibles sera dépassé en dehors des limites de propriété à une hauteur d'environ 9 m, impactant une zone boisée sur environ 400 m<sup>2</sup> ;
- le seuil des effets toxiques irréversibles sera dépassé en dehors des limites de propriété du fait de la topographie de la zone, impactant une zone boisée sur environ 4 500 m<sup>2</sup>.

Le classement des divers accidents étudiés dans la grille d'analyse de la criticité des accidents (dite grille MMR), fait apparaître qu'aucun accident ne nécessite des mesures de maîtrise des risques complémentaires et que le risque présenté par l'ensemble de l'établissement est acceptable.

Afin de prévenir les risques technologiques induits par le projet, le projet d'arrêté préfectoral prescrit :

- la mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques détaillées dans le dossier (murs coupe feu, sprinklage...) ;
- la mise en œuvre des moyens en DECI conformes à la règle D9, tels que validés par le SDIS.

## 8) Directive IED

Le dossier justifie que les installations sont conçues en tenant compte des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) citées dans le BREF « STS » applicable à l'activité d'application de vernis solvantés.

En particulier, le plan de gestion de solvants prévisionnel joint à l'étude d'impact montre que le ratio d'émission de COV est bien dans la fourchette des valeurs limites d'émissions (VLE) mentionnée dans le BREF.

Par ailleurs, un rapport de base (i.e l'évaluation de l'état de pollution du site préalablement à la mise en exploitation) est joint au dossier.

Le rapport d'investigation des sols et des eaux souterraines au droit des futures installations visées par la directive IED, menées au printemps 2020, conclut à l'absence d'impact significatif sur les sols et les eaux souterraines.

Il a néanmoins moins été mis en évidence la présence ponctuelle dans les sols d'hydrocarbures et de méthanol, à des teneurs modérées.

Sur la thématique « IED », le projet d'arrêté préfectoral prescrit :

- un flux annuel maximal d'émission de COV conforme aux VLE découlant de la mise en œuvre des MTD du BREF « STS » ;
- la mise en œuvre d'un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines ;
- la surveillance régulière de la qualité des sols.
-

## 9) Arrêtés ministériels sectoriels

Le dossier justifie que les installations relevant du régime de l'enregistrement respecteront les dispositions des arrêtés ministériels applicables.

Il est à noter qu'en application du guide entrepôt rédigé par la DGPR, les stockages de polymères relevant des rubriques 2662 et 2663 de la nomenclature des installations classées sont réglementés par les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 applicables aux entrepôts soumis à enregistrement au titre de la rubrique 1510.

Une demande d'aménagement des prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 applicable aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2661 (transformation de polymères) a été sollicitée par l'exploitant. Cette demande concerne :

- le caractère incombustible des murs extérieurs de l'atelier de transformation de polymères (présence de plaques de polycarbonate) ;
- les dispositions relatives au croisement des engins de secours sur les voiries périphériques.

Au vu de la configuration et de l'implantation de l'atelier de transformation de polymères, de la largeur prévue pour les voiries périphériques (6 m) et de l'absence de réserve de la part du SDIS sur les caractéristiques des voies engins du site, l'inspection des installations classées considère que la demande d'aménagement ne remet pas en cause les objectifs de maîtrise du risque définis dans l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 et qu'il peut donc être donné une suite favorable à cette demande.

Le projet d'arrêté préfectoral impose, en y intégrant les aménagements sollicités :

- le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 applicable aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2661 ;
- le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 applicable aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 1510.

## 10) Garanties financières

L'établissement relève du champ d'application de l'article R516-1-5° du code de l'environnement relatif à l'obligation de constitution de garanties financières pour certaines catégories d'installations.

Le calcul des garanties financières joint au dossier estime à 70 k€ le montant nécessaire à la mise en sécurité du site en cas de cessation d'activité.

En application des dispositions de l'article R516-1 du code de l'environnement, le montant calculé étant inférieur à 100 k€, l'exploitant n'a pas l'obligation de constituer de garanties financières.

## **IV – Avis de l'inspection des installations classées et propositions**

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à madame la préfète de l'Ain de réserver une suite favorable à la demande d'autorisation environnementale de la société MBF PLASTIQUES.

Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est joint au présent rapport.

Conformément à la note d'organisation du 20 février 2018 entre la préfecture de l'Ain et l'unité départementale de la DREAL, la demande d'autorisation environnementale étant soumise à évaluation environnementale, il convient de soumettre à l'avis du CODERST le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale proposé.

Vu, approuvé et transmis à madame la  
préfète du département de l'Ain  
Pour le directeur et par délégation,  
l'adjoint au chef de l'unité départementale  
de l'Ain

Le vérificateur

L'inspecteur de l'environnement

Christophe CALLIER

Jérémy VERGER